

Vu le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le code de l'urbanisme et le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme, notamment son article 5 ;

Vu le schéma directeur de la région Ile-de-France, approuvé par décret du 26 avril 1994 ;

Vu les plans d'occupation des sols des communes d'Asnières-sur-Seine et de Gennevilliers ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Régie autonome des transports parisiens du 29 octobre 1999 se prononçant sur le projet de schéma de principe du projet de prolongement de la ligne de métro n° 13 de Gabriel-Péri jusqu'au port de Gennevilliers ;

Vu la délibération du syndicat des transports parisiens du 31 janvier 2000 prenant en considération le schéma de principe du projet de prolongement de la ligne de métro n° 13 de Gabriel-Péri jusqu'au port de Gennevilliers ;

Vu la décision du vice-président du tribunal administratif de Paris en date du 27 avril 2000 nommant le commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté du préfet des Hauts-de-Seine du 13 juillet 2000 prescrivant l'ouverture conjointe de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de prolongement de la ligne de métro n° 13 et de l'enquête relative à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'Asnières-sur-Seine et de Gennevilliers ;

Vu le dossier d'enquête publique à laquelle il a été procédé du 16 août 2000 au 29 septembre 2000 inclus, ensemble le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 26 octobre 2000 ;

Vu le procès-verbal des réunions tenues le 12 juin 2001 en application de l'article R. 123-35-3 du code de l'urbanisme et portant sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'Asnières-sur-Seine et de Gennevilliers ;

Vu les délibérations des 26 et 27 septembre 2001 des conseils municipaux des communes de Gennevilliers et d'Asnières-sur-Seine ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'instruction mixte à l'échelon central du 16 mai 2001 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. - Sont déclarés d'utilité publique, conformément aux plans annexés au présent décret (1), les travaux comprenant la construction de trois stations, nécessaires à la réalisation, par la Régie autonome des transports parisiens, du prolongement, après la station « Gabriel-Péri », de la ligne de métro n° 13 jusqu'au port de Gennevilliers.

Art. 2. - Les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent décret.

Art. 3. - Le présent décret emporte la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'Asnières-sur-Seine et de Gennevilliers, conformément aux plans annexés au présent décret (1).

Des arrêtés pris par les maires des communes susvisées constateront qu'il a été procédé à la mise en compatibilité de ces plans d'occupation des sols.

Art. 4. - Le ministre de l'équipement, des transports et du logement et le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 janvier 2002.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement.*

JEAN-CLAUDE GAYSSOT

*Le ministre de l'aménagement du territoire
et de l'environnement,*

YVES COCHET

(1) Les plans et documents peuvent être consultés à la Régie autonome des transports parisiens, 54, quai de la Rapée, 75599 Paris Cedex 12.

Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-4 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié

NOR : EQUU0200046A

Le ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre de l'équipement, des transports et du logement, le ministre délégué à la santé et le secrétaire d'Etat au logement,

Vu le décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, et notamment son article 10-4,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Le repérage, avant démolition, des matériaux et produits contenant de l'amiante, défini à l'article 10-4 du décret du 7 février 1996 susvisé, porte sur les produits et matériaux incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble et mentionnés en annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2. - Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante est réalisé selon les modalités définies en annexe 2 du présent arrêté.

Art. 3. - Le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, le directeur des relations du travail et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 janvier 2002.

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'urbanisme,
de l'habitat et de la construction.*

F. DELARUE

Le ministre de l'emploi et de la solidarité,

*Pour la ministre et par délégation :
Le directeur des relations du travail.*

J.-D. COMBREXELLE

*Le ministre délégué à la santé,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la santé,*

L. ABENHAÏM

*Le secrétaire d'Etat au logement,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :*

*Le directeur général de l'urbanisme,
de l'habitat et de la construction.*

F. DELARUE

ANNEXE I

RELATIVE AUX PRODUITS ET MATÉRIAUX
CONTENANT DE L'AMIANTE À REPÉRER AVANT DÉMOLITION

COMPOSANTS de la construction	PARTIE DES COMPOSANTS À VÉRIFIER ou à sonder
	1. Toiture et étanchéité
Plaques ondulées.	Plaques en fibres-ciment.
Ardoises.	Ardoises composite, ardoises en fibres-ciment.
Éléments ponctuels.	Conduits de cheminée, conduits de ventilation...
Revêtements bitumineux d'étanchéité.	Bardeaux d'asphalte ou bitumé (Shingle), pare-vapeur, revêtements et colles.
Accessoires de toitures.	Rivets, faitages, closoirs...
	2. Façades
Panneaux-sandwichs.	Plaques, joints d'assemblage, tresses...
Bardages.	Plaques et « bacs » en fibres-ciment, ardoises en fibres-ciment. - Isolants sous bardage.
Appuis de fenêtres.	Éléments en fibres-ciment.

COMPOSANTS de la construction	PARTIE DES COMPOSANTS À VÉRIFIER ou à sonder
3. Parois verticales intérieures et enduits	
Murs et cloisons.	Flocages. - Enduits projetés. - Revêtements durs (plaques planes en fibres-ciment). - Joints de dilatation.
Poteaux (périphériques et intérieurs).	Flocages. - Enduits projetés. - Joints de dilatation. - Entourage de poteaux (carton, fibres-ciment, matériau-sandwich, carton + plâtre). - Peintures intumescentes.
Cloisons légères ou préfabriquées.	Panneaux de cloisons. - Jonction entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons: tresse, carton, fibres-ciment.
Gaines et coffres verticaux.	Flocage. - Enduits projetés et lissés ou talochés ayant une fonction coupe-feu. - Panneaux.
Portes coupe-feu. - Portes pare-flamme.	Vantaux et joints.
4. Plafonds et faux plafonds	
Plafonds.	Flocages. - Enduits projetés. - Panneaux collés ou vissés, coffrages perdus (carton-amiante, fibres-ciment, composite).
Poutres et charpentes (périphériques et intérieures).	Flocages, enduits projetés. - Peintures intumescentes.
Interfaces entre structures.	Rebouchage de trémies, jonctions avec la façade, calfeutrements, joints de dilatation.
Gaines et coffres horizontaux.	Flocages. - Enduits projetés. - Panneaux. - Jonction entre panneaux.
Faux plafonds.	Panneaux et plaques.
5. Revêtements de sol et de murs	
Revêtements de sol (l'analyse doit concerner chacune des couches du revêtement).	Dalles plastiques. - Colles bitumineuses. - Lés plastiques avec sous-couche. - Chape maigre. - Calfeutrement des passages de conduits. - Revêtement bitumineux des fondations.
Revêtement de murs.	Sous-couches des tissus muraux. - Revêtements durs (plaques menuiserie, fibres-ciment). - Colles des carrelages.
6. Conduits, canalisations et équipements	
Conduits de fluides (air, eaux, autres fluides).	Calorifugeage, enveloppe de calorifuge, conduits en fibres-ciment.
Conduits de vapeur, fumée, échappement.	Conduit en fibres-ciment, joints entre éléments, mastics, tresses, manchons.
Clapets/volets coupe-feu.	Clapet, volet, rebouchage.
Vide-ordures.	Conduit en fibres-ciment.
7. Ascenseurs et monte-charge	
Portes palières.	Portes et cloisons palières.
Trémie. - Machinerie.	Flocage, bourre, mur/plancher, joint mousse.
8. Equipements divers	
Chaudières, tuyauteries, étuves, groupes électrogènes. - Convecteurs et radiateurs, aérothermes...	Bourres, tresses, joints, calorifugeages, peinture anticondensation, plaques isolantes (internes et externes), tissu amiante.
9. Installations industrielles	
Fours, étuves, tuyauteries...	Bourre, tresses, joints, calorifugeages, peintures anticondensation, plaques isolantes, tissu amiante. - Freins et embrayages.
10. Coffrages perdus	
Coffrages et fonds de coffrages perdus.	Éléments en fibres-ciment.

ANNEXE 2

RELATIVE AUX MODALITÉS DE REPÉRAGE, AVANT DÉMOLITION, DES PRODUITS ET MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

1. Généralités

Ce repérage consiste à identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble à démolir.

L'opérateur de repérage et le donneur d'ordre (le propriétaire ou son mandataire) finalisent ensemble le plan de prévention relatif à l'opération de recherche des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, tenant compte notamment des modalités d'accès aux locaux.

Le repérage est réalisé après évacuation définitive du bâtiment et enlèvement des mobiliers, de manière que tous les composants soient accessibles.

Une première phase de repérage peut toutefois être engagée avant l'évacuation, pour les recherches qui ne génèrent pas d'émission de fibres. Dans ce cas, l'opérateur effectuant le repérage doit être le même pour les différentes phases. Il veille alors à la cohérence des différentes recherches et au récolement de l'ensemble des résultats.

L'opérateur en charge de ce repérage doit satisfaire aux prescriptions de l'article 10-6 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié. Il ne peut recourir aux services d'un autre opérateur que si celui-ci satisfait aux mêmes prescriptions.

2. Modalités de repérage

Dans un premier temps, l'opérateur de repérage recherche et constate *de visu* la présence de matériaux et produits qui correspondent aux composants ou parties de composants listés en annexe 1 du présent arrêté et qui sont susceptibles de contenir de l'amiante. S'il a connaissance d'autres produits ou matériaux réputés contenir de l'amiante, il les repère également.

L'inspection des ouvrages doit être exhaustive. Le repérage peut nécessiter des sondages destructifs ou des démontages particuliers. Par exemple, il convient de procéder aux investigations suivantes :

- les plénums doivent être inspectés ;
- les gaines techniques doivent être contrôlées ;
- les cloisons démontables doivent être examinées (têtes, pieds et joints de la cloison, réservations) ;
- les éléments de façade, gaines maçonnées, joints de cloisons devront être sondés ou démontés s'il y a présomption de présence de matériaux contenant de l'amiante.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels, qui doivent être justifiés, certaines parties d'ouvrages ne sont pas accessibles avant que la démolition ne commence, l'opérateur de repérage émet les réserves correspondantes et préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées entre les différentes étapes de la démolition.

Il examine de façon exhaustive tous les locaux qui composent le bâtiment. La définition de zones présentant des similitudes d'ouvrage permet d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements qui sont transmis pour analyse.

Dans un second temps, et pour chacun des ouvrages ou composants repérés, en fonction des informations dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. En cas de doute, il détermine les prélèvements et analyses de matériaux nécessaires pour conclure.

Conformément aux prescriptions de l'article 5 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié, les analyses des échantillons de ces produits et matériaux sont réalisées par un organisme accrédité.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés : ces échantillons sont repérés de manière que les ouvrages dans lesquels ils ont été prélevés puissent être identifiés.

3. Rapport de repérage

Le rapport de repérage mentionne :

- la date d'exécution du repérage ;
- l'identification des différents intervenants (opérateur ayant réalisé le repérage et commanditaire du repérage) ;
- la dénomination des immeubles concernés avec toutes indications utiles permettant leur identification ;
- les plans ou croquis de tous les locaux, ainsi que la liste exhaustive des locaux visités et, le cas échéant, la liste exhaustive des locaux qui n'ont pas été visités avec les motifs de cette absence de visite ;
- la liste et la localisation des matériaux repérés conformément au programme défini en annexe 1 du présent arrêté ;

- les résultats et rapports d'analyse des prélèvements transmis à un laboratoire, ainsi que la localisation des prélèvements ;
- les plans ou croquis permettant de localiser les matériaux contenant de l'amiante.

Arrêté du 21 janvier 2002 fixant les caractéristiques minimales des navires de l'Etat pour la prise en compte du service à bord d'un navire pour la délivrance ainsi que pour la revalidation des titres de formation professionnelle maritime

NOR : EQUH0200183A

Le ministre de l'équipement, des transports et du logement,

Vu la convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, publiée par le décret n° 84-387 du 11 mai 1984, modifiée dans son annexe par les amendements adoptés en 1995, publiés par le décret n° 97-754 du 2 juillet 1997 ;

Vu la directive 94/58/CE du Conseil du 22 novembre 1994 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer, modifiée par la directive 98/35/CE du Conseil du 25 mai 1998 ;

Vu le décret n° 99-439 du 25 mai 1999 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires de commerce et de pêche ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d'équipage ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 1999 relatif aux conditions de prise en compte du service à bord d'un navire pour la délivrance ainsi que pour la revalidation des titres de formation professionnelle maritime pour la navigation de commerce, notamment les articles 6 et 7.

Arrête :

Art. 1^{er}. - Le présent arrêté fixe les caractéristiques des navires de l'Etat pour la prise en compte de la navigation effective exigée pour la délivrance ainsi que pour la revalidation des titres de formation professionnelle maritime prévus aux articles 25 à 27 et 34 à 43 du décret du 25 mai 1999 susvisé pour l'exercice de fonctions à bord des navires de commerce ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d'équipage.

Art. 2. - La navigation effective exigée en qualité d'officier pour l'exercice des fonctions à la machine doit avoir été accomplie sur des navires de l'Etat qui ont une puissance propulsive supérieure ou égale à 750 kW.

Art. 3. - La navigation effective exigée en qualité d'officier pour l'exercice des fonctions au pont doit avoir été accomplie sur des navires de l'Etat qui remplissent l'une des conditions suivantes :

- être d'une longueur hors tout supérieure ou égale à 50 mètres, ou
- figurer sur la liste annexée au présent arrêté.

Art. 4. - Le directeur des affaires maritimes et des gens de mer est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 janvier 2002.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires maritimes
et des gens de mer,
C. SERRADJI

ANNEXE

1. Liste des bâtiments de la marine nationale de moins de 50 mètres

Patrouilleur : *Sterne*.

Bâtiments remorqueurs de sonar : *Antares, Altair, Aldebaran*.

Bâtiment base de plongeurs démineurs : *Vulcain, Styx, Pluton, Acheron*.

Vedettes de surveillance des sites : *Athos, Aramis*.

Bâtiments de soutien de région : *Elan, Chevreuil, Gazelle, Isard, Taape*.

Remorqueurs côtiers : *Bélier, Buffle, Bison*.

Bâtiments école : *Léopard, Panthère, Jaguar, Lynx, Guépard, Chacal, Tigre, Lion*.

Bâtiments d'instruction à la navigation : *Glycine, Eglantine*.

2. Liste des bâtiments de la gendarmerie maritime de moins de 50 mètres

Patrouilleur : *Fulmar*.

Patrouilleurs rapides : *Epée, Glaive*.

Patrouilleurs côtiers : *Géranium, Jonquille, Jasmin, Violette*.

3. Liste des bâtiments du service des phares et balises de moins de 50 mètres

Baliseurs de classe A suivants :

Emile Allard, Quinette de Rochemont II, Chef de Caux ;

Charles Babin, André Blondel, Provence.

4. Liste des bâtiments des affaires maritimes de moins de 50 mètres

Patrouilleur : *Iris*.

Vedettes régionales : *Origan, Tournepietre, Armoise, Gabian, Mauve*.

Arrêté du 22 janvier 2002 modifiant l'arrêté du 29 octobre 2001 portant nomination du jury de validation des acquis de l'expérience professionnelle pour la délivrance du brevet de patron de navigation côtière et fixant les dates de réunion de ce jury

NOR : EQUH0200184A

Par arrêté du ministre de l'équipement, des transports et du logement en date du 22 janvier 2002, l'arrêté du 29 octobre 2001 portant nomination du jury de validation des acquis de l'expérience professionnelle pour la délivrance du brevet de patron de navigation côtière et fixant les dates de réunion de ce jury est modifié comme suit :

Après les mots : « 18 janvier 2002 », sont insérés les mots : « et du 11 au 15 février 2002 ».

Arrêté du 25 janvier 2002 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture de concours et d'examen professionnel pour le recrutement dans les corps des ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat et des géomètres de l'Institut géographique national (femmes et hommes)

NOR : EQUIP0200142A

Par arrêté du ministre de l'équipement, des transports et du logement et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat en date du 25 janvier 2002 :

Est autorisé au titre de l'année 2002, par voie de concours externe, de concours interne et d'examen professionnel, le recrutement dans le corps des ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat (concours externe commun avec celui organisé pour le recrutement dans le corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat) (femmes et hommes) ;

Est autorisé au titre de l'année 2002, par voie de concours externe et de concours interne, le recrutement dans le corps des géomètres (femmes et hommes).

La date limite de retrait des dossiers d'inscription est fixée au 22 mars 2002 pour le concours externe et le concours interne pour le recrutement dans le corps des géomètres.

Les registres d'inscription seront ouverts respectivement jusqu'au :

1^{er} mars 2002 : concours interne pour le recrutement dans le corps des ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat ;

29 mars 2002 : concours externe et interne pour le recrutement dans le corps des géomètres ;

31 mai 2002 : examen professionnel pour le recrutement dans le corps des ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat.

Nota. - Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du ministère de l'équipement, des transports et du logement (bureau du recrutement, DPS/RF1) et à l'Ecole nationale des sciences géographiques (secrétariat général, bureau des concours), 6 et 8, avenue Blaise-Pascal, cité Descartes, Champs-sur-Marne, 77455 Marne-la-Vallée Cedex 2 (téléphone : [33] 01-64-15-32-04, télécopie : [33] 01-64-15-32-06).